Interventions du Secrétaire Général de la FEN

1 – Meeting de la Villette
SNES, SNEP, SNESup, SNCS, SNETAP

Ensemble, la FEN et ses syndicats nationaux se battent ;
- pour la défense du service public,
- pour promouvoir la qualité de l'Education, de la formation, de la recherche et de la culture,
- pour que soient assurées les missions de prévention et de réinsertion à la Justice. Notre combat d'aujourd'hui, c'est notre combat de toujours.

Pourquoi une délégation de l'EFN est-elle, ici, avec vous, aujourd'hui ?
Pourquoi serons-nous ensemble dans la rue cet après-midi ?
Tous, nous avons l'an dernier souligné les difficultés qui marqueraient cette rentrée faute de moyens suffisants et d'une réelle priorité accordée à la formation des jeunes dans les dépenses de la Nation.
Déjà, avant l'été, notre Conseil Fédéral National des 6 et 7 juin avait appelé ses syndicats nationaux à poursuivre leurs actions et à les renforcer dès la rentrée sur leurs revendications spécifiques, dans leur secteur de responsabilité.
L'inquiétude, l'irritation, la colère montaient dans de nombreux secteurs. A l'éducation nationale, tout particulièrement, lorsqu'on laissa entendre que des coupes claires seraient effectuées sur le budget en cours et que des moyens seraient retirés à cette rentrée. Et nous savons par expérience qu'en la matière, il n'y a jamais de fumée sans feu.

La demande des syndicats

Nombre de syndicats nous faisaient connaître leur intention d'agir. Tous exprimaient une demande forte : celle d'une initiative fédérale à la rentrée.
Ainsi le SNES, sur la base de ses mandats de congrès, venait de décider, dans les départements et les académies, des «marches pour l'éducation» débouchant sur une initiative nationale pour le 12 octobre. Dans le même temps, il renouvelait son appel pour une action fédérale autour du thème général « Des moyens pour le Service Public».
Mais aussi le SNAEN qui, à son congrès national, appelait la FEN à une action d'ensemble et réclamait des moyens pour moderniser le service public.
C'est encore le CN du SNI-PEGC unanime qui appelait la FEN à fédérer les convergences et à engager une action d'ensemble au moment du débat budgétaire.

La décision du BFN

Lors du Bureau fédéral du 15 juin, j'ai donc proposé de réunir les Syndicats nationaux, afin de rechercher ensemble les conditions d'une action de toute la FEN dans la période de rentrée, car c'est ensemble qu'il nous faut peser, en temps utile, sur les décisions du gouvernement.
Deux réunions de concertation ont donc eu lieu les 25 juin et 5 juillet. Nous y avons proposé une manifestation nationale pour la mi octobre, le 12 ou le 13, en reprenant la plateforme revendicative publiée dans l'US. Plate-forme qui, par les thèmes généraux qu'elle abordait, permettait de rassembler tous les syndicats de la FEN en fédérant les convergences.

Il s'agissait, ainsi, d'être efficace et de se donner le moyen de peser sur le débat budgétaire en tenant aussi compte des actions décidées par les syndicats nationaux.
Ce n'est ni en novembre, ni en décembre que nous pouvons espérer infléchir les décisions gouvernementales et peser sur ses choix essentiels. C'est dès maintenant qu'il faut agir pour être entendus.
Nous savons bien que l'annonce, dès le mois de juillet, d'une action de toute la FEN a pesé, durant l'été, sur les décisions du gouvernement, tant sur l'exécution du budget 91 que sur la préparation du budget 92. Et nous savons bien tous ici que la décision que nous avons prise au Bureau fédéral du 8 juillet était judicieuse.
Au lendemain de la rentrée nous avons de nouveau réuni les SN pour préparer cette journée d'action. Le Conseil fédéral a longuement débattu d'un texte qui rappelait et précisait les revendications de cette journée en prenant en compte les demandes des syndicats nationaux et des sections départementales.
Ce texte, qui faisait l'accord entre nous, n'a pourtant pas été voté à l'unanimité et le Conseil fédéral s'est achevé, sans que l'on sache si nous serions ensemble aujourd'hui. Ce ne sont pas objectivement de bonnes conditions pour la mobilisation. .
J'ai donc pris l'initiative d'écrire aux SG de vos syndicats pour leur dire notre volonté d'apporter ici le soutien de toute la FEN à votre action.

Des revendications claires

Au delà de différences normales dans une organisation démocratique comme la nôtre, nous ne pouvons pas être en désaccord lorsque nous revendiquons :
- des moyens pour la réussite de tous les jeunes,
- des moyens pour le développement, l'amélioration, la transformation, la modernisation, en un mot la démocratisation du système éducatif.

Démocratiser, c'est se donner les moyens d'assurer la réussite pour tous les élèves dans leur diversité.
Démocratiser, pour nous, ce n'est pas effectivement substituer une énumération d'objectifs à une définition claire des contenus d'enseignement, c'est bien allier les deux. Mais c'est aussi- comme tu le dis par ailleurs, Monique, dans l'édito de la dernière US- «refuser une vision partielle de l'éducation, limitée à la discipline de chacun».
Démocratiser, c'est aussi améliorer les conditions de travail des personnels et des élèves. Donc abaisser les effectifs des classes, puisque tu poses une question dont la réponse pourtant n'a jamais fait problème entre nous.
Démocratiser, c'est prendre à bras le corps la question de la formation des enseignants et celle de leur recrutement. Démocratiser, c'est développer toutes les voies de formation et combattre les fausses solutions qui, tel l'apprentissage, vont à l'encontre de l'intérêt des jeunes et du service public.
Démocratiser, c'est aller tout de suite vers les 5% puis à terme vers les 10% du PIB pour l'investissement éducatif; c'est créer les postes nécessaires d'enseignants et d'ATOSS.
Démocratiser, c'est lutter contre toutes les tentations de désengagement de l'Etat, contre la privatisation des services.

Fédéralisme et unité

Que le débat dans la FEN mette parfois en évidence des positions différentes **voire** divergentes, c ''est le prix de notre diversité. C''est dans la nature même du contrat qui nous lie dans la FEN à laquelle chacun

adhère librement. Ce n'est pas aujourd'hui que nous allons découvrir cela.
La FEN doit-elle alors limiter son champ de compétence à ce qui fait l'unanimité ? Que resterait-il de notre organisation, sinon un regroupement paralysé, donc inutile.
D'ailleurs, la diversité des opinions n'est pas propre à notre fédération, elle existe bien évidemment à l'intérieur même des syndicats. Ceux-ci ne se déterminent-ils que lorsque tout le monde est d'accord ? Alors, la FEN doit-elle systématiquement soutenir, approuver, adopter les positions de chacun de ses SN au

prétexte de leur champ de compétence ? Gardons-nous de transformer notre organisation en un cartel condamné au risque de changer de position au gré des vents !
Il faut certes se poser la question de l'avenir de notre syndicalisme et du fonctionnement de notre fédération afin de la rendre plus forte et plus efficace, plus proche des adhérents. Mais prenons garde, par nos conflits internes, de ne pas l'affaiblir, puis la détruire, en ne soulignant que les divergences.
Débattons de nos problèmes, mais sachons agir ensemble sur des revendications communes, comprises par tous parce qu'elles s'appuient sur la réalité du terrain.
Privilégions ce qui nous rassemble dans l'intérêt des jeunes et du service public C'est aussi ce que nous voulons par l'action fédérale que nous conduisons aujourd'hui.
C'est ce que nous affirmerons ensemble dans la rue cet après-midi.

Guy LE NEOUANNIC

Les sous-titres sont de la rédaction

2 - Manifestation fédérale
Place d'Italie

Nous manifestons, aujourd'hui, une nouvelle fois, pour défendre le service public, instrument irremplaçable au service de l'égalité et de la démocratie.
Nous manifestons pour défendre sa qualité.

Nous manifestons pour exiger que l'on dégage des moyens à la hauteur des missions et des responsabilités qui lui sont confiées.
Nous manifestons pour exprimer nos inquiétudes, notre mécontentement, notre colère et nos exigences.

Inquiétudes

Inquiétude, devant les campagnes qui visent justement à faire éclater certains services publics sous prétexte de décentralisation : campagnes conduites par des élus qui n'ont d'autre ambition que d'accroître leur pouvoir personnel à des fins politiciennes.

Inquiétude devant les inégalités inévitables qui en découleraient entre les citoyens d'une région à l'autre.
Les événements qui conduisent tout près de nous des nations entières à se désagréger doivent amener tous les citoyens de ce pays à mesurer le rôle déterminant que joue, chez nous, pour la cohésion nationale, l'existence même de services publics au service de l'intérêt général.
Inquiétude, aussi, à l'Education devant les difficultés de recrutement des enseignants à tous les niveaux
Inquiétude, devant l'absence persistante de planification dans ce domaine. Inquiétude, devant le recours de plus en plus important à l'auxiliariat, devant les enseignements non assurés, les remplacements non-effectués.

Mécontentement

Mécontentement, lorsqu'ont surgi, cet été, les menaces de réduction de crédits et donc de moyens dès cette rentrée. Mécontentement, devant les conditions de travail des élèves et des personnels qui s'alourdissent dans de nombreux secteurs. Mécontentement, devant les réformes engagées sans moyens.
Mécontentement, devant l'accélération des privatisations de services entiers. Privatisations qui, non

seulement, mettent en cause les personnels ATOSS, mais qui, dès lors que l'on renonce à la dimension éducative des missions de ces agents, portent atteinte à la nature même du service public d'éducation.
Mécontentement à la Justice toujours privée des moyens d'accomplir ses missions, particulièrement dans les domaines de la prévention et de la réinsertion
Mécontentement des personnels de Jeunesse et Sport devant de nouvelles suppressions de postes.
Mécontentement des personnels de la culture menacés par le désengagement de l'Etat.

Colère

Colère, face aux attaques portées contre les services publics en général et les fonctionnaires en particulier toujours considérés comme responsables de tous les maux de la société.
Colère, encore, face aux incroyables attaques portées, par le gouvernement lui-même, contre le service public de formation professionnelle initiale par sa volonté de valoriser et développer l'apprentissage. Ces inquiétudes, ces mécontentements, cette colère, nos syndicats les ont exprimés en engageant ces dernières semaines des actions multiples .et variées. Ces actions ont traduit l'attente de leurs adhérents qui veulent que cela change.
A ces questions, se surajoutent, bien sûr, le mécontentement devant les pertes subies par notre pouvoir d'achat et le blocage de nos salaires depuis décembre 90.
Nos difficultés ont toutes la même cause: l'insuffisance des moyens consacrés aux services publics et les hésitations des pouvoirs publics à accompagner l'esprit d'initiative et d'innovation des personnels.
Devant cette montée des mécontentements, devant la multiplication des actions prévues ou engagées, devant la convergence des revendications, une idée s'est rapidement imposée : agir ensemble pour être efficace.
II faut que dans ce pays, on se persuade qu'investir dans les services publics, c'est préserver la cohésion de la nation, c'est agir contre les inégalités et les exclusions, c'est. favoriser les politiques d'intégration.0n ne peut pas tout à la fois s'effrayer des explosions de violence qui frappent certaines cités, s'étonner de cette révolte des exclus de la société et se refuser. les moyens d'agir contre ces exclusions.
Le service public d'éducation ne peut pas régler seul ces problèmes, nous le savons. Mais nous savons aussi qu'ils ne se règleront jamais sans lui.
Les raisons ne manquent donc pas pour en faire réellement une priorité nationale. Il faut que dans ce pays, on se persuade, enfin, que l'Education n'est pas une dépense mais un investissement qui conditionne l'avenir. La richesse nationale repose sur le travail des hommes et des femmes, leur travail dépend de leur formation. L'avenir dépend effectivement de l'éducation.

Détermination

En appelant, ce 12 octobre, à une manifestation nationale, nous nous battons pour la démocratisation, le développement, l'amélioration, la transformation et la modernisation des services publics.

Nous avons choisi de manifester" à cette date, au début du débat budgétaire au parlement. C'est un avertissement solennel que nous adressons aux élus de la nation. Qu'ils ne viennent pas ensuite, de retour dans leurs provinces, se lamenter avec nous de la misère ou des carences du service public.
Nous sommes bien là pour exiger des moyens pour la réussite.
On va bien sûr, par exemple, nous faire remarquer que le budget de l'Education Nationale est le premier budget de la Nation, qu'il progresse de 5,7 %, c'est-à-dire plus vite que les dépenses de l'Etat et donc que l'éducation est bien une priorité de la nation.
Ce qui serait grave, c'est que ce budget, qui concerne l'avenir de 13 millions de jeunes et d'1 million de personnels, ne soit pas le premier budget de la Nation.
Nous avons connu bien des époques où il était sacrifié par ceux-là mêmes qui se déclarent à présent capables de faire mieux, et nous en mesurons les effets encore aujourd'hui.
A chaque fois que l'on renonce aux indispensables efforts dans ce domaine, c'est l'avenir de dizaines de milliers d'élèves qui est en jeu.

Le budget de l'Education Nationale ne représente aujourd'hui que 3,2 % du PIB, c'est-à-dire de la richesse nationale. Alors non, le pays ne dépense pas trop pour sa jeunesse et il faut qu'on nous entende.
Avec les parents d'élèves de la FCPE, avec les étudiants de l'UNEF-ID, avec les jeunes, avec tous ceux qui nous ont rejoints aujourd'hui, nous sommes là pour demander que le Budget 1992 traduise totalement dans les actes les priorités proclamées .
Nous sommes là, parce que nous croyons à nos métiers, aux missions du service public.
Nous sommes là, parce que nous refusons la morosité et l'échec.
Nous sommes là, parce que nous voulons les moyens de réussir et que nous sommes ensemble comptables de l'avenir de la jeunesse.

Guy LE NEOUANNIC

12 octobre